

**Le Monde**  
ÉDITION PROCHE-ORIENT

ÉDITORIAL

## Damas en accusation

ON NE PEUT qu'être scandalisé – comme l'ont été l'Europe, les Etats-Unis, Jacques Chirac, mais aussi des opposants syriens – par l'assassinat, jeudi 2 juin à Beyrouth, du journaliste franco-libanais Samir Kassir.

L'éditorialiste du quotidien *An-Nahar* a sans doute payé de sa vie la liberté de ton, le courage et la vigueur avec lesquels il dénonçait le déficit démocratique du régime baasiste de Damas et son emprise mafieuse et sécuritaire au Liban. Un nouveau symbole de la liberté d'expression est tombé, victime de la mission qu'il s'était lui-même assignée : défendre l'Etat de droit au Liban, mais aussi au Proche-Orient et, finalement, partout ailleurs.

La société civile libanaise a perdu un observateur sans concession, mais aussi l'un de ses représentants les plus indépendants et un membre actif de l'opposition. Il avait donc contribué à obtenir, sous la pression des Etats-Unis et de la France, le départ des troupes syriennes après l'assassinat, le 14 février, de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, tout en parvenant à se maintenir à l'écart des manœuvres et des divisions politiques locales.

Si, comme tout le monde, on laisse à penser malgré les démentis de Damas, les assassins de Samir Kassir sont, d'une façon ou d'une autre, liés à la Syrie, leur motivation est claire : intimider, en frappant fort et là où on les attendait le moins, la société civile et tous les esprits libres qui luttent contre l'emprise sur le pays du « cartel sécuritaire » libano-syrien. Le journaliste était une cible facile, mais le contexte des élec-

tions législatives, qui se déroulent sous les yeux d'une centaine d'observateurs étrangers, aurait dû lui garantir une certaine protection. Tout comme la présence d'enquêteurs, mandatés par les Nations unies et chargés d'établir la « vérité » sur l'assassinat de Rafic Hariri, qui ont officiellement commencé à traquer les coupables. La logique aurait voulu que, dans ce contexte, ceux-ci se terrent, au moins un temps. Alors qu'on les croyait affaiblis, ils ont encore frappé, avec l'aisance liée au sentiment d'impunité. A ce titre, il faut saluer l'initiative de M. Chirac, qui a envoyé à Beyrouth, dès vendredi, une équipe d'experts français chargés d'enquêter sur ce nouveau crime.

Peut-être Damas a-t-il aussi décidé de jouer la politique du pire, en sabordant systématiquement toutes les tentatives du Liban pour se reconstruire dans la paix, en dehors de sa tutelle. Le régime syrien devrait alors comprendre qu'il risque d'obtenir l'effet inverse de celui escompté, en renforçant la détermination des Libanais à oublier leurs propres querelles pour recouvrer une réelle souveraineté nationale.

Quand Damas changera-t-il de politique ?, s'interrogeait Samir Kassir, dans son ultime éditorial. « *Peut-être plus rapidement que prévu, écrivait-il. Car l'accumulation de ses erreurs réduit son sursis.* » En effet.

A défaut de scrupules, les dirigeants syriens pourraient réfléchir aux contrecoups pervers d'une politique de terreur devenue, heureusement, anachronique.

Dimanche 5 juin 2005